

Schuman Paper
n°825
9 mars 2026

Régis GENTÉ

Transnistrie : talon d'Achille de l'avenir européen de la Moldavie ?

Jamais l'ancienne république soviétique de Moldavie n'a été aussi proche de l'Europe. A la faveur de la guerre en Ukraine, d'une cheffe de l'État et d'un gouvernement résolument pro-occidentaux, les instances européennes ont accéléré les procédures de candidature et de négociations pour son adhésion à l'Union européenne. A Chisinau, le pouvoir affiche un fort optimisme : à un arrimage à la Russie, nombre de ses 2,3 millions de concitoyens préfèrent l'adhésion au projet européen.

Les cercles du pouvoir moldave se prennent à rêver d'un début de négociations en 2028 pour une entrée dans l'Union européenne deux ans plus tard. Les députés travaillent d'ores et déjà à un rythme acharné pour adopter le *corpus* législatif européen, tandis que l'on tente de mettre les institutions au pas dans un pays où la corruption demeure importante et où le système bancaire et financier reste perméable aux influences néfastes. Cet optimisme est ambigu, inquiété qu'il est par le sentiment que, malgré tout, le sort de la Moldavie est largement suspendu à celui de la guerre en Ukraine.

Cela est d'autant plus justifié que la Moldavie, avec et au moyen de sa région séparatiste de Transnistrie, fait partie des objectifs stratégiques du Kremlin, qu'il s'agisse d'encercler autant que possible le territoire ukrainien ou de ramener la Moldavie dans la sphère d'influence privilégiée de la Russie. La Transnistrie (république moldave du Dniestr, selon l'appellation russe) est *de facto* indépendante depuis la guerre de 1992, ainsi que l'a souhaité Moscou. Mais, depuis le cessez-le-feu, la Russie conserve une présence militaire en Transnistrie, laquelle constitue une menace permanente contre la sécurité et la souveraineté moldaves.

Dans l'état actuel des choses, intégrer à l'Union européenne la Moldavie en tant qu'État unitaire, comme le souhaite Chisinau, conduirait à se retrouver avec une base militaire russe sur

le territoire européen. La présence de celle-ci pose un défi majeur aux objectifs stratégiques du leadership européen, à Bruxelles et dans nombre de capitales du Vieux Continent, qui estiment que la guerre en Ukraine est bien la nôtre en ce sens qu'une victoire russe donnerait une très forte impulsion aux forces politiques anti-démocratiques dans nos pays et partout dans le monde. Impossible de penser le sort de la Moldavie sans le lier à celui de l'Ukraine.

1. LA MOLDAVIE SI PROCHE DE L'EUROPE, MAIS...

La Moldavie n'a jamais été aussi proche de l'Union européenne, mais rarement la tension n'y a été aussi grande autour d'elle, du fait de la guerre en Ukraine (où, si elle l'emportait, la Russie tenterait aussitôt d'en reprendre le contrôle). Mais la Russie exerce aussi sa pression sur le pays par des moyens hybrides tout autant que militaires et conventionnels à travers le conflit « *séparatiste* » transnistrien.

1.1. La Moldavie n'a jamais été si proche de l'Union

Depuis mars 2022, l'Europe, sous l'impulsion de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, crée les conditions d'une procédure accélérée pour faire entrer la [Moldavie](#) dans l'Union. Dans la foulée

de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, l'Europe l'a encouragée à introduire sa demande d'adhésion, lui a octroyé le statut de « *pays candidat* » trois mois plus tard, et adopté diverses mesures pour la soutenir économiquement, faire face à la crise énergétique et au [flot de réfugiés ukrainiens](#) arrivés sur son territoire après février 2022. Pour Bruxelles et la plupart des capitales européennes, il s'agit de favoriser à sa frontière une aire en phase avec ses fondamentaux géopolitiques (démocratie, État de droit, économie libérale) dans le cadre de la politique de voisinage, plus précisément du « [Partenariat oriental](#) » lancé en 2009 et auquel ont aussi accepté de coopérer l'Ukraine et la Géorgie.

Outre cette offre inespérée avant 2022, tant le pays est pauvre, sujet à la corruption et caractérisé par un faible État de droit, l'opinion publique se montre pro-européenne. Avec des nuances comme en témoignent les résultats du référendum du 20 octobre 2024 sur l'inscription dans la Constitution de l'objectif d'adhésion du pays à l'Union européenne : le « *oui* » l'a emporté avec seulement 50,35 des voix, pour un taux de participation de 50,69%.

Les [sondages](#) montrent qu'autour de 52% des Moldaves voteraient pour l'adhésion à l'Union européenne si un référendum était organisé le dimanche suivant, contre 25% qui diraient « *non* ». Depuis un quart de siècle, à cette question, l'opinion moldave oscille entre 44 % (2014) et 71% (2008) de « *oui* », contre 6,2% (2001) à 37% (2014) de « *non* ». Le choix de l'Europe est net sans être écrasant, mais cependant toujours supérieur au choix de s'arrimer à la Russie : de 7% au moment où le soutien à l'Europe a été le plus faible, à 27% actuellement.

Dans ce contexte, la présidente Maïa Sandu et le Parti Action et Solidarité (PAS), qui a obtenu 55 des 101 sièges du parlement lors des [élections législatives](#) du 28 septembre 2025, font tout pour adopter les mesures requises par Bruxelles pour une adhésion dès que possible. D'abord en termes de mise en conformité de la législation moldave avec l'*acquis communautaire*. Certes la Moldavie est loin de satisfaire à certaines exigences de l'Europe, par exemple pour ce qui est de l'indépendance et de la corruption de la Justice et pour ce qui relève des standards du système bancaire, ce qui pourrait

conduire certaines États-membres à s'opposer à son entrée dans l'Union.

Le sentiment de l'urgence anime la direction du pays, qui aimerait découpler son processus d'adhésion d'avec celui de l'Ukraine pour s'assurer de ne pas manquer la chance historique qui se présente à elle de devenir membre de l'Union européenne. Une tâche que veut mener à bien la présidente Sandu avant le terme de son second mandat en 2028, son positionnement pro-européen offrant au pays un soutien inédit à travers le Vieux Continent.

1.2. Enorme pression russe

Depuis la chute de l'URSS et l'indépendance de la Moldavie en 1991, Moscou utilise une batterie de leviers pour faire pression sur Chisinau afin de la contraindre à rester dans sa sphère d'influence. Le même genre de leviers que ceux utilisés contre la Géorgie ou l'Ukraine : conflits régionaux, soutien politique et financier à des responsables politiques et oligarques locaux, guerre de l'information, instrumentalisation de l'église, etc. Cela ne s'est jamais arrêté depuis trois décennies dans la plupart des ex-républiques soviétiques, si petites soient-elles. Il est frappant de voir l'ampleur de moyens d'influence déployés par la Russie pour conserver un petit pays comme la Moldavie dans son giron.

La dernière illustration de cette emprise a été la débauche de moyens déployés par Moscou lors du scrutin législatif du 28 septembre 2025. « *Nos services de sécurité évaluent à au moins 300 millions € les sommes dépensées par la Russie pour faire perdre le camp pro-européen lors du scrutin* », confie un conseiller du pouvoir en matière de sécurité nationale. Aux mains désormais des équipes de Sergueï Kirienko, chef de la « *direction politique* » de l'administration présidentielle russe[1], la Moldavie a servi de laboratoire à sa nouvelle politique visant à l'empêcher de basculer définitivement dans le camp européen. « *À l'instar des efforts déployés par le parti Shor[2] en 2023, diverses entités politiques fictives, liées illégalement à la Russie, ont cherché à contester les élections, ce qui a conduit la Commission électorale centrale de Moldavie à rejeter leur inscription (...). Pendant la campagne, [a été révélée] l'existence d'un réseau*

[1] Après que, en septembre dernier, Dmitri Kozak ait été démis de ses fonctions à l'Administration présidentielle et ne soit donc plus le « curateur » de la Moldavie, à savoir celui qui était en charge de concevoir et mettre en œuvre la politique officielle du Kremlin pour retenir le pays dans sa sphère d'influence.

[2] Ilan Șor (Ilan Shor), petit oligarque mêlé par le passé à d'importants scandales de corruption en Moldavie et qui se sert de sa fortune pour servir les intérêts de la Russie. Sur la façon dont il a financé des partis politiques pendant la campagne électorale de septembre dernier, lire : [The Fugitive Oligarch, The Cryptocurrency, And A 'Wild' Kremlin-Blessed Sanctions Evasion Scheme](#), Mike Eckel et Ernest Nurmatov, Radio Free Europe, 1er décembre 2025.

d'influenceurs et de trolls moldaves rémunérés par des fonds russes pour diffuser de la propagande sur TikTok et Facebook. (...). La Russie aurait également formé plus de 150 Moldaves en Serbie et en Bosnie-Herzégovine pour jouer le rôle de provocateurs potentiels pendant et après les élections (...) », résume un des rapports qui a décrit l'interférence russe dans ce scrutin[3].

Ce dernier a aussi été un laboratoire pour les autorités moldaves, qui ont mis en place un dispositif de résistance à l'agression hybride qu'elles voyaient venir, prévenues qu'elles étaient des nouvelles méthodes russes par l'exemple de [l'élection présidentielle en Roumanie](#) voisine fin 2024[4]. « La façon dont nos autorités ont contenu l'interférence russe fera date et doit inspirer d'autres pays. Tout compte : la détermination des autorités, la coordination et l'unité des organes impliqués, le soutien de l'Occident... Il s'est agi de protection de l'espace informationnel, de mesures prises contre ceux qui font le jeu des puissances externes, de bien communiquer avec notre population », résume un proche de la présidence moldave.

Pour Moscou, l'enjeu de ce scrutin allait au-delà de la seule Moldavie. Il s'agissait aussi, en aidant le retour d'un pouvoir prorusse à Chisinau, de poursuivre la prise en tenaille de l'Ukraine, comme tend à le prouver le fait que le pouvoir et l'armée russes font de la ville et de la région d'Odessa un objectif majeur. Remettre Chisinau dans sa sphère d'influence, ce serait aussi le moyen pour Moscou de rendre à nouveau opérante la base russe de la région séparatiste de Transnistrie. Une victoire de l'opposition prorusse aurait créé une situation éruptive sur le flanc Sud-Ouest de l'Ukraine.

1.3. Menaçante base militaire russe en Transnistrie

Les forces militaires russes installées en Transnistrie seraient composées de 1.500 hommes, principalement des habitants de Transnistrie mais dirigés par 70 à 100 officiers venus de Russie. Elles ont été installées en 1992 à l'issue du conflit sécessionniste, où les forces locales l'ont emporté

en près de cinq mois grâce à un soutien décisif de la 14e armée russe. Une fois le cessez-le-feu signé, les forces russes sont restées sur place, d'abord dans le cadre d'une « mission de maintien de la paix », avant de se réorganiser en « Groupe opérationnel des forces russes en Transnistrie », officiellement pour garder et gérer le dépôt de munitions de Cobasna (22.000 tonnes de matériel militaire et de munitions) et officieusement pour assurer la sécurité du régime séparatiste. Elle comprend aussi une unité russe distincte, 350 hommes environ, dépêchée dans la province dans le cadre d'une force conjointe de maintien de la paix moldo-russe-transnistrienne (« Commission de contrôle unifiée »).

Cette force est complétée entre dix et quinze mille hommes supplémentaires, ceux des structures de forces de la République moldave du Dniestr : armée, police, services de sécurité, etc. Cela représente une force supérieure à celle de la république de Moldavie elle-même, dont l'armée par exemple n'est composée que de 6.500 hommes et de 2.000 conscrits et dotée d'un budget annuel de 90 millions €. Cette force russo-transnistrienne est affaiblie depuis le début du conflit en Ukraine en 2014, puisque les autorités moldaves ont alors empêché toute rotation d'équipement et de personnel sur la base de Transnistrie. Elle reste cependant une menace importante pour la Moldavie, si l'armée russe devait l'emporter en Ukraine ou si, du moins, s'avérait capable de joindre le territoire de la Transnistrie et de rendre à nouveau opérationnelle la base dont elle y dispose.

Nombre d'Européens, y compris parmi ceux qui y sont résolument favorables, estiment que l'Union européenne ne pourra pas accueillir la Moldavie tant qu'existera cette base militaire russe. Pour l'heure, le gouvernement moldave préfère avancer sur le dossier de son adhésion en le dissociant de celui de la réintégration effective de la Transnistrie dans son giron constitutionnel et même s'il n'est pas question pour Chisinau d'entrée dans l'Union autrement que comme « État unitaire » (avec la Transnistrie). A cette heure, personne ne peut dire comment cela sera possible.

[3] Lesson in Resilience: Moldova's Resistance to Election Interference, Matthew Schaaf et Andrew Rogan, IFES (International Foundation for Electoral Systems), 17 décembre 2025.

[4] Lors de l'élection présidentielle roumaine du 24 novembre 2024, de forts soupçons d'ingérence extérieure ont surgi, avec manipulation des algorithmes sur les plateformes de médias sociaux (notamment TikTok) et financement illégal de la campagne. Cela a été étayé par des rapports des services de renseignement. Les allégations portaient sur la montée en puissance inattendue du candidat Călin Georgescu (arrivé en tête au premier tour avec 23 % des voix), décrit par la presse internationale comme pro-russe et ultranationaliste. L'élection a été annulée par la Cour constitutionnelle de Roumanie le 6 décembre suivant, deux jours avant le second tour.

4

2. LA TRANSNISTRIE, UN PROJET GÉOPOLITIQUE DÈS L'ORIGINE

La difficulté posée par la présence militaire russe en Transnistrie s'inscrit dans les profondeurs du projet imaginé aux origines de la Moldavie par les ingénieurs politiques et ethniques soviétiques. Les dirigeants moldaves sont conscients de la profondeur du problème : *« Je ne sais pas ce que les Russes trament en Transnistrie, mais je suis certain de leurs buts : empêcher la Moldavie de devenir membre de l'Union européenne et de l'OTAN en se servant du levier qu'est pour elle la Transnistrie »*, confie le conseiller d'un des principaux responsables du pays. Une profondeur si porteuse de menaces pour la Moldavie que les autorités n'ont pu qu'esquisser des stratégies prudentes et graduelles pour défendre malgré tout la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays.

2.1. Moldavie, État tampon

La Transnistrie actuelle trouve son origine dans la République Autonome Socialiste Soviétique Moldave (RASSM), qui inclut le territoire de l'actuelle Transnistrie et une partie de la région d'Odessa. La RASSM a été créée le 12 octobre 1924, placée sous la responsabilité de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine (RSSU), sur la rive gauche du Dniestr.

A travers cette entité ainsi qu'à travers la République socialiste soviétique moldave (RSSM), créée le 2 août 1940, les dirigeants bolchéviques (dont Staline, le « *petit père des peuples* ») mettent alors en œuvre leur ingénierie ethnique afin de servir leurs objectifs géopolitiques. Il s'agit prétendument de défendre la minorité roumaine de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine afin de créer les conditions pour faire émerger une Roumanie soviétique comme tête de pont de la révolution dans les Balkans. Mais après la signature en 1938 d'un traité de non-agression entre l'URSS et la Roumanie, Moscou renonce à soviétiser la Roumanie et ne revendique plus que la Bessarabie, qui composera l'essentiel de la future république de Moldavie.

Moscou a manœuvré, notamment lors de la négociation du pacte germano-soviétique Molotov-

Ribbentrop d'août 1939, pour s'emparer de la Bessarabie. Il s'agissait entre autres de poser les bases d'une soviétisation des Balkans. Après moult rebondissements, le territoire de la République Socialiste Soviétique Moldave (RSSM) correspondait pour 87% aux deux tiers de la Bessarabie et pour 13% à une bonne partie de la RASSM, la rive gauche du Dniestr connue sous le nom de Transnistrie (Pridniestrie en russe).

Ce n'est qu'en 1944 que l'URSS a annexé la république et occupé la Roumanie (jusqu'en 1958). Le régime bolchévique a procédé à des purges sanglantes parmi les élites moldaves. Les équilibres ethniques ont changé dans la RSSM. Les Roumains devaient y parler russe tandis que la langue roumaine est appelée « *moldave* ». Seul l'alphabet cyrillique était autorisé. Les nouveaux dirigeants nommés aux responsabilités dans le RSSM sont d'ethnie non-roumaine. L'histoire est réécrite. Le gouvernement soviétique impose une « *culture moldave* » (le « *moldavisme* »), conçue pour faire disparaître toute référence à la Roumanie.

Dans ce travail d'ingénierie, la Transnistrie a été rattachée à la RSSM en 1940 pour des raisons stratégiques. L'objectif de Moscou était de créer une entité administrative tampon, la RSSM, en fusionnant la Bessarabie (prise à la Roumanie) et la rive gauche du Dniestr (largement russophone) afin de démarquer l'espace soviétique de l'Europe. *« Connaissant cette histoire, qui vous livre l'ADN de notre pays, je suis certain que les Russes ne lâcheront jamais la Moldavie. Il n'y a qu'à lire les articles de Vladislav Sourkov[5]. Il y dit tout de la mentalité impériale des Russes. Il est évident que la Transnistrie, bien que très mal en point, reste le levier que les Russes tenteront encore d'utiliser pour ramener la Moldavie dans sa sphère d'influence »*, explique le politologue Igor Botsan.

2.2. Une bombe partiellement désamorcée

La guerre en Ukraine a changé la donne en Transnistrie. Dès le début des années 2010, Chisinau a progressivement restreint l'accès aux militaires du 'Groupe opérationnel des forces russes'. Cette restriction s'est durcie après 2014 et le début de

[5] Cf. par exemple l'article « *Où est passé le chaos ? Décryptage de la stabilité* » (« *Kuda del'sya khaos? Raspakovka stabil'nosti* »), Aktualnie Kommetarii, 20 novembre 2021. On y lit notamment : « *La Russie va s'étendre [territorialement] non pas parce qu'elle est bonne, ni parce qu'elle est mauvaise, mais parce que c'est une question de physique.* »

l'agression russe contre l'Ukraine. La Moldavie a alors refusé l'entrée sur son territoire aux soldats russes ne participant pas à la mission dite « *conjointe* » de maintien de la paix, les forçant à passer par l'Ukraine. À partir de 2015, la Moldavie a exigé que le personnel de rotation soit approuvé par elle. Les forces russes ne pouvaient plus par ailleurs y renouveler leur équipement militaire. Les rotations de personnels ont été réduites à zéro en février 2022, l'Ukraine fermant totalement sa frontière avec la Transnistrie après le début de l'invasion à grande échelle de son territoire.

Ces mesures ont mis à mal l'économie de l'entité séparatiste, les juteux commerces illégaux pratiqués notamment avec le port d'Odessa prenant ainsi fin. Parallèlement, le gouvernement pro-occidental moldave a, petit à petit, isolé la Transnistrie. Le travail de fond a d'abord porté sur la question énergétique, pour rendre la Moldavie indépendante des infrastructures héritées de l'URSS et transitant par la Transnistrie. Que ce soit pour recevoir du gaz russe, livré *via* un réseau complexe de gazoducs passant par l'Ukraine, ou pour la production d'électricité en Transnistrie (par la centrale thermique de Cuciurgan, alimentée en gaz russe).

« *Ce système conçu à l'époque soviétique non seulement rendait la Moldavie dépendante de la Transnistrie mais permettait du même coup à Moscou de financer l'entité séparatiste qu'elle soutenait aux dépens de Chisinau* », explique Victor Parlicov, expert et ministre moldave de l'Énergie de février 2023 à décembre 2024. En ne faisant pas payer à la Transnistrie le gaz qu'elle consommait (d'où une dette d'une dizaine de milliard \$ due à Moscou mais non-réclamée), la Russie lui permettait d'alimenter son budget grâce à la vente de son électricité aux Moldaves et celle de ses diverses productions, sorties d'usine à très faible coût. Grâce à la détermination du pouvoir pro-occidental et à force de négociations avec ses partenaires européens, Roumanie en tête, Chisinau a mis en place un réseau de lignes électriques et de gazoducs lui permettant de ne plus dépendre, à partir de l'été 2025, de l'énergie venue de Transnistrie et donc de la Russie.

Cela a été coûteux pour les citoyens moldaves, mais le gain géopolitique est énorme : réduction de la dépendance vis-à-vis de la Russie et asphyxie

économique de l'entité séparatiste. Faute de pouvoir être chauffées, les écoles ont dû rester fermées pendant l'hiver 2024-2025, les salaires ne sont quasi plus versés et les jeunes viennent en masse chercher du travail dans le reste de la Moldavie. Quant aux élites, à commencer par le groupe Sheriff qui domine l'économie séparatiste et contrôle le gouvernement local, il reprend les discussions discrètes avec Chisinau.

C'est en partie du fait de ce nouveau contexte que Chisinau a décidé en 2022 de rejeter le [format de discussion « 5+2 »](#), cadre diplomatique soutenu par l'OSCE conçu pour régler le conflit transnistrien en présence des deux parties (Moldavie et Transnistrie), et de cinq médiateurs (Russie, Ukraine, OSCE) et observateurs (Union européenne, États-Unis). Chisinau privilégie désormais un format « 1+1 ».

2.3. Le choix d'une réintégration graduelle et pacifique

Selon une rumeur qui court à Chisinau, le président ukrainien Volodymyr Zelensky aurait proposé à Maïa Sandu d'intervenir militairement en Transnistrie afin d'y neutraliser la base russe. La présidente moldave aurait refusé. Vraie ou fausse, cette « *information* » sert au pouvoir moldave à exprimer sa volonté de régler le conflit par des moyens pacifiques et une réintégration graduelle de la province sécessionniste.

Les probablement moins de 350.000 habitants de Transnistrie sont nos compatriotes, disent en substance les responsables politiques moldaves, mais ils sont abreuvés d'une propagande anti-occidentale et prorusse depuis des décennies. On ne peut pas reprendre d'un coup la région, par une opération militaire par exemple, puis ensuite espérer que cela se passe bien. La stratégie de Chisinau consiste donc à séduire les Transnistriens, à les attirer vers la Moldavie, d'abord par l'économie. « *La direction moldave mène une politique prudente et d'inertie. On peut la critiquer, mais cela a conduit à une sorte d'effondrement de l'économie de la Transnistrie. Cela amène les vrais dirigeants de la région, les patrons de la holding Sheriff Victor Gushan et Ilya Kazmaly, à devoir regarder vers*

la Moldavie », observe l'expert en résolution des conflits Alexandru Flenchea.

Si cette stratégie est claire dans les esprits et fait l'objet d'un fort consensus, elle n'en a pas été pour autant couchée sur le papier. *« Le consensus est fort, comme cela a été confirmé dès 2005 avec l'adoption de la loi organique 173/2005, votée par 100% des députés d'alors. Ce texte établit le cadre juridique du statut spécial de la Transnistrie, en la définissant comme une unité territoriale autonome au sein de la République de Moldavie. Elle vise à démocratiser et à démilitariser la région, en créant les conditions de sa réintégration. Nous doter d'une doctrine ou d'un autre document ne ferait que nous contraindre quant à la façon de réintégrer la Transnistrie »* nous explique un conseiller du gouvernement moldave. Divers formats de discussion sont utilisés depuis des années. *« Il existe un dialogue direct Chisinau – Tiraspol. De notre côté, nous avons besoin de rendre plus claire notre stratégie. Pour être prêts en 2028 à entamer nos discussions finales pour l'adhésion à l'Union européenne. Il faudra bien que la base russe de Transnistrie soit fermée d'ici 2030 »*, lance un proche de la présidence moldave.

3. UNE RÉGION D'OÙ PEUT VENIR LA PAIX COMME LA GUERRE

La situation créée par la guerre que la Russie mène en l'Ukraine depuis 2014 fait que jamais la Moldavie n'a été aussi proche d'une possible résolution du conflit transnistrien. De plus en plus de conditions fondamentales sont réunies : affaiblissement des moyens humains et en équipement de la base militaire russe, indépendance énergétique de la Moldavie, début de rapprochement de la population et des élites sécessionnistes (pour des raisons économiques), pression de l'Ukraine sur Tiraspol, etc.

Mais Moscou pourrait regagner les atouts perdus en cas de « victoire » dans le conflit qu'elle a déclenché en Ukraine. Et d'autres facteurs sont à prendre en compte pour comprendre si une résolution du conflit en Transnistrie et l'adhésion de la Moldavie à l'Union européenne sont possibles : action du président des États-Unis et de son administration en Russie et en Europe, renforcement et gain en

autonomie stratégique, politique et militaire de l'Union, avenir de l'OTAN, maintien au pouvoir d'un gouvernement pro-occidental en Moldavie. La guerre en Ukraine constituant le facteur le plus décisif quant à l'avenir du conflit transnistrien, nous esquissons trois scénarios « types » dans cette dernière partie :

3.1. La Russie l'emporte finalement en Ukraine

En 2027, à force de grignoter du territoire ukrainien, les troupes russes occuperaient des places fortes de l'Est du Sud du pays, dont Zaporijia. Kiev pourrait alors accepter nombre de conditions imposées par Moscou, avec la médiation des Américains et des Européens. Avant de conclure les négociations, Moscou lancerait une grande offensive militaire sur Odessa et sa région, afin de contrôler le territoire qui relie les zones qu'elle occupe du Sud de l'Ukraine à la Transnistrie et la Moldavie.

Conséquences pour la Moldavie : Moscou ferait tout pour faire tomber le gouvernement pro-européen de Maïa Sandu. Elle ferait avancer ses forces armées profondément en territoire moldave et activerait tous ses leviers de guerre hybride pour arriver à ses fins.

Conséquences pour la Transnistrie et la résolution du conflit : Moscou pourrait renforcer sa base du « Groupe opérationnel » en lui adjoignant des unités venues du Sud de l'Ukraine. Elle pourrait en quelques semaines la rééquiper et y nommer de nouveaux officiers pour la diriger. Celle-ci ferait tomber dans un premier temps le gouvernement à Chisinau avant de constituer une menace permanente sur le flanc sud-ouest de l'Ukraine, refermant un peu plus l'espace entre l'Ukraine et l'Europe.

Recommandations pour l'Union européenne : dans ce scénario où c'est la force qui l'emporte, l'Europe ne peut que répondre par la force et des mesures contraignantes, avec les risques de confrontation directe avec l'armée russe que cela comporte. Dans un premier temps, avant que ce scénario ne devienne réalité, l'Europe doit soutenir la Moldavie en termes de planification et de capacités de défense, de renseignement et de guerre de l'information, tout en multipliant les initiatives diplomatiques et politiques visant à défendre la

souveraineté du pays (en y associant des grandes puissances mondiales).

3.2. La Russie perd en Ukraine

Ce scénario interviendrait si la Russie peine à recruter des hommes pour le front ; si elle est obligée d'y céder du terrain du fait de la capacité de la montée en puissance de l'armée de drones dont se sont dotés les Ukrainiens, financée par l'Europe ; si elle connaît de graves difficultés économiques du fait des sanctions occidentales, Moscou mettant fin à son « opération spéciale ». Dans une négociation qui implique Européens et Américains, elle se retire des territoires ukrainiens qu'elle occupe et octroie à Kiev des garanties de sécurité.

Conséquences pour la Moldavie : la menace sécuritaire russe disparaît, le pouvoir moldave travaille à devenir membre de l'Union européenne le plus vite possible, pour sceller les garanties de sécurité politiques et militaires que cela lui offre. Dans le même temps, Chisinau met en œuvre sa stratégie de réintégration pacifique de la Transnistrie et négocie avec Moscou et les Occidentaux la fermeture de la base militaire russe de l'entité séparatiste.

Conséquences pour la Transnistrie et la résolution du conflit : isolée de la Russie, Tiraspol entre en négociation avec Chisinau au sujet de sa réintégration dans l'ordre constitutionnel moldave. Cette discussion est menée par les propriétaires du groupe Sheriff, qui tente d'accorder ses intérêts économiques avec ceux de la Moldavie.

Recommandations pour l'Union européenne : contribuer à formuler et mettre en place les garanties de sécurité future pour la Moldavie, l'aider et la contraindre à se mettre au niveau des standards européens requis pour l'adhésion, la soutenir financièrement pour réintégrer la Transnistrie de façon pacifique.

3.3. Personne ne l'emporte en Ukraine

Au terme de la guerre en Ukraine, une « paix » est conclue de façon plus ou moins nette, les protagonistes ne pouvant plus poursuivre le combat. Cette « paix » sans doute non définitive est couchée sur le papier dans

un « cessez-le-feu » ou des « accords » entérinant la situation militaire sur le front et posant les bases, de façon non-absolument contraignante, pour la sécurité future des uns et des autres.

Conséquences pour la Moldavie : sa sécurité future n'est pas pleinement garantie. Cette situation incertaine l'encourage à redoubler d'effort pour devenir membre de l'UE dès que possible, dans un contexte européen troublé (fortes critiques contre l'Union dans la plupart des États membres, craintes liées à l'élargissement, etc.).

Conséquences pour la Transnistrie et la résolution du conflit : les autorités séparatistes comptent encore sur le soutien de Moscou, tout en voyant sa population de plus en plus attirée vers la Moldavie et l'Europe du fait de la situation économique difficile. La base militaire russe est maintenue, même si elle s'affaiblit faute de rotations du personnel et de renouvellement des équipements.

Recommandations pour l'Union européenne : si la décision d'accueillir la Moldavie comme membre est confirmée, l'encourager et la contraindre à adopter dans les textes et en pratique les standards européens (mener à terme notamment la réforme de la Justice et du secteur bancaire). Poursuivre l'effort de construction d'une vraie défense et d'un environnement sécuritaire moldaves faisant monter le « coût » d'une éventuelle agression extérieure contre le pays (militaire ou hybride). Soutien au pays pour poursuivre sa politique de réintégration pacifique de la Transnistrie.

Beaucoup en Europe peuvent penser que le sort de la Moldavie n'est pas le nôtre, qu'une guerre en Moldavie ne serait pas la nôtre, comme ils disent que celle d'Ukraine « n'est pas notre guerre ». Mais force est de constater qu'on ne peut rester indifférent aux conflits qui se jouent à nos portes, comme celui en Syrie, pourtant plus éloignée, a affecté profondément l'Europe du fait des flots de migrants, des résonances dans notre politique intérieure, des déséquilibres géopolitiques que cela induit, etc. Nous ne pouvons donc ignorer ce qui se passe en Moldavie, comme il n'aurait pas fallu négliger le conflit russo-géorgien

de l'été 2008, qui préfigurait la guerre en Ukraine qui allait éclater en 2014.

Pour l'Europe, il s'agit tant de se protéger que de projeter sa puissance ou influence dans le monde et à ses portes. Ignorer ces conflits, c'est accepter de rester hors de l'écriture du monde de demain. Aucun des grands acteurs ne reste hors du jeu. Un an

après son retour à la Maison Blanche, il apparaît que Donald Trump est très loin de pouvoir être qualifié d'isolationniste. Selon nos informations, les équipes du président américain s'intéressent d'ailleurs à la Moldavie, tâchant de rapporter au chef de l'État américain une « neuvième » paix (ou prétendue telle) à son « *tableau de chasse* ».

Régis Genté

Journaliste et spécialiste de l'ancien espace
soviétique

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN
ISSN 2402-614X

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.
© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2026

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.